



Déclaration liminaire CTL du mercredi 5 juillet 2017

Au sortir de cette période électorale, la CGT ne peut que constater les nombreux effets d'annonce de notre nouveau « gouvernement ». Alors même que celui-ci n'a aucune légitimité démocratique, élu avec moins de cinquante pour cents des voix des Français, soutenu par une majorité parlementaire encore moins représentative (élue avec moins de 19 % des voix), il s'enfoncé encore davantage dans le déni de démocratie en se targuant de préparer un règne via ordonnances. Au vu de ces chiffres, de quelle légitimité dispose le gouvernement dans ses annonces de suppressions d'emplois (120 000 fonctionnaires) ou de réforme du code du Travail (par sa suppression quasi-complète) ?

Pourtant, un bref coup d'œil à l'histoire sociale nous informe que le chômage et la pauvreté reculent curieusement avec l'avancée des droits des travailleurs. C'est ainsi que plusieurs crises économiques se sont résolues par une politique d'embauche massive de la part de l'État et des investissements conséquents dans le service public. Tristement, nos dirigeants actuels ont peut-être séché leurs cours d'Histoire. En revanche, les cours de communication et de management semblent être bien appris : il y a juste à voir leurs constantes affirmations de la perfection de notre démocratie.

Pour la CGT Finances Publiques, cette illusion de démocratie n'est hélas pas l'apanage du gouvernement : dans notre belle direction, nationale comme locale, il est également à la mode de supprimer ou de « réformer » une par une les instances paritaires, les outils de dialogue social, les moyens de protection des agents. Nous en sommes arrivés au point où il n'y a plus de *semblant* de dialogue social : la direction informe, les organisations syndicales refusent, la direction applique tout de même sans modifier le moins du monde ses projets.

C'est ainsi que s'organisent des séries de restructurations massives, des suppressions de services multiples et même des préparations des prochaines pelletées de suppressions de postes. Les vacances d'emploi sont organisées pour pousser les services au bout du rouleau pour que des agents, épuisés par les décisions arbitraires de la direction, acceptent les régressions annoncées sans broncher, comme une libération de leurs conditions de travail insoutenables.

De même, la direction s'amuse, dans un jeu qu'elle est la seule à trouver divertissant, à supprimer des services, déplacer des missions, les re-déplacer quelques mois plus tard. Jouer avec les mutations et les postes des agents en service, sans se soucier de sa mission de service public, montre bien le mépris d'un organe de direction sans lien avec la réalité du terrain. En guise d'avertissement, la CGT rappelle que le premier stade de l'armée mexicaine est atteint et qu'on sait où tombent les têtes une fois qu'il n'y a plus de troupes.

La CGT Finances Publiques 67 condamne encore et toujours l'irresponsabilité des directeurs locaux, refusant de défendre leurs propres agents dans la gestion des ressources humaines, refusant de même de protéger la qualité de leur service public.